

les fusils, et puis, vous voyez que personne ne se joint à nous. Nous ne pouvons rien sans le peuple. Avant dix minutes, notre petit noyau va rencontrer des chassepots contre lesquels nos revolvers ne signifient rien. Il faut nous séparer. Le terrain est libre. Nul n'inquiétera notre retraite. Cachez vos armes et dispersez-vous à travers les rues voisines. »

Tous se rangèrent à cette opinion. Les trois fusils enlevés furent abandonnés; les revolvers rentrèrent sous les vêtements, et la dispersion s'accomplit sans obstacle.

Nous ne laissons ni morts, ni prisonniers, ni blessures sérieuses.

Personne, d'ailleurs, n'eût songé à nous barrer le chemin. La stupeur était complète autour de nous.

Il faut bien le dire, cette troupe d'hommes déterminés répandait au loin l'effroi. De l'entrée des rues qui aboutissent au boulevard, on apercevait la foule amassée à plusieurs centaines de mètres, et n'osant approcher. On voyait aussi les sergents de ville, qui se tenaient au loin, à distance respectueuse.

Cependant la presse annonçait, le lendemain, de nombreuses arrestations d'insurgés. Pas de mensonge plus effronté que ces récits de l'aventure de la Villette. Les journaux de police racontaient à l'envi que, dès le début de l'attaque, la population s'était ruée sur les émeutiers à coups de pied, de poing et à coups de triques, les avait arrêtés, maltraités avec fureur, et que la police avait eu beaucoup de peine à les sauver de l'indignation publique.

Pur roman. Tous les insurgés se sont éloignés ensemble de la caserne des pompiers. Ils n'ont pas laissé un homme en arrière, ils n'ont rencontré aucune opposition sur leur route, et se sont dispersés volontairement, après une demi-heure de marche.

Voici l'histoire des arrestations. Après le départ du rassemblement armé, des curieux se sont attroupés aux portes de la caserne, questionnant, s'informant, suivant la mode parisienne. La police, — sergents de ville et mouchards, — survenant tout à coup, s'est abattue sur les badauds, a frappé, assommé, arrêté à tort et à travers.

C'est ce qu'on appelle l'intervention de la foule indignée. Tout au contraire, c'est la foule indifférente que les gens de police ont exterminée.

Les premiers accusés, traduits en conseil de guerre, étaient aussi étrangers à l'insurrection que le grand Turc. On les a ramassés pêle-mêle devant la caserne des pompiers, où, depuis une heure, il ne restait plus un seul insurgé.

A l'audience, les témoins, pompiers et sergents de ville, se sont empressés de reconnaître les détenus; toutes les dépositions étaient erronées.

Les accusés de la première fournée, condamnés à mort ou aux travaux forcés, étaient innocents. Les témoins les ont reconnus, uniquement parce qu'on les avait pris, et parce qu'on ne pouvait leur

représenter les véritables acteurs, restés libres. Les seuls, deux ou trois peut-être, que la police ait pu saisir, avaient été dénoncés, par suite d'indiscrétions.

Eudes et Brideau ne sont tombés aux mains de l'autorité bonapartiste que par l'effet du hasard. Un mouchard amateur, du nom de Leleu, ayant entrevu le revolver d'Eudes sous son paletot, suivit les deux amis et les fit arrêter par les sergents de ville.

La police avait jeté dans les prisons quatre-vingts malheureux qui attendaient les sentences iniques des conseils de guerre. Les témoins reconnaissaient invariablement tous les accusés qu'on amenait devant eux. On ne peut savoir jusqu'où seraient allées ces fureurs sanguinaires contre des innocents, si la Révolution du 4 septembre n'y avait coupé court.

La noble attitude d'Eudes et de Brideau avait ramené l'opinion, égarée d'abord par l'unanimité des calomnies. Mais si la fable prussienne s'était évaporée, la rage bonapartiste n'avait pas désarmé. Les arrêts de mort se suivaient sans relâche, à la grande joie de la cour de cassation, qui les confirmait dès le lendemain. A peine attendait-elle l'expiration des délais légaux.

47 septembre 1870.

.... Des enrichis, qui par réminiscence peut-être, croient les pauvres capables de tout, ont murmuré à des oreilles crédules : « L'auteur de cette échauffourée est sans fortune. La Prusse seule peut avoir payé les 300 revolvers et les 400 poignards des insurgés. »

Non, Basile, ce n'est pas la Prusse, c'est le citoyen Granger qui a donné pour ces achats 18,000 francs, toute sa fortune, sans se réserver un centime...

Le temps et les événements ont fait justice de ces turpitudes. Eudes a été élu chef de bataillon de la garde nationale au faubourg Antoine, et l'affaire de la Villette était son seul titre au choix de ses concitoyens. A Montmartre, Blanqui aussi a été appelé par acclamation au même grade.

.... On peut justement reprocher aux insurgés de la Villette un retard de huit jours. C'est le dimanche, 7 août, au lendemain du désastre de Reischaffen qui avait soulevé Paris, qu'il fallait se précipiter sur l'empire.

Le 14, il était trop tard ou trop tôt. La seule réponse possible, c'est que le chef de l'entreprise, surpris à Bruxelles par les nouvelles foudroyantes de l'Alsace et dépourvu de passeport, a dû franchir à pied la frontière dans la nuit du 11 au 12 août.

.... Les principaux auteurs de l'attaque de la Villette sont Blanqui, Eudes, Granger, Caria, Pilhes, ex-représentant du peuple, Flotte, qui arrivait de Californie. Tridon était malade et n'a pu se trouver sur le terrain...

BLANQUI.

CHAPITRE XI

Situation du pays après les premières défaites. — Le dépourvu est partout. — Retraite de Frossard sur Metz et de Mac-Mahon sur Châlons. — État de l'armée vaincue. — Napoléon quitte Metz et se rend au camp de Châlons. — Fautes stratégiques. — Les mobiles à Châlons. — Aspect du camp. — M. Rouher et le prince Napoléon. — Le roi de Prusse en France. — Ses deux proclamations. — Caractère du roi. — Souvenirs de 1806. — Paris. — Le Corps législatif. — Déclaration de M. de Palikao. — Les nouvelles de Metz. — Nomination du général Trochu au gouvernement de Paris. — Son passé. — Ses proclamations. — Aspect de Paris. — Mac-Mahon et l'empire. — Dépêches venues de Paris. — L'armée de Paris. — L'armée quitte Châlons. — DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES.

A partir du jour où l'armée du Rhin et l'armée de la Moselle, battues à Frœschwiller et à Forbach, avaient été forcées de se mettre en retraite et d'abandonner à l'ennemi la frontière qu'elles allaient défendre après avoir voulu la franchir, il ne devait y avoir en France qu'un mot d'ordre et qu'un cri. La patrie étant en danger, on devait décréter la levée en masse et faire de tout homme valide un soldat. Qu'avions-nous perdu, en effet, dans cette journée du 6 août? Une ligne d'opérations, soit, deux batailles à la fois, et vingt-cinq ou trente mille hommes peut-être, tués, blessés ou prisonniers. Mais qu'était-ce que cette saignée douloureuse pour un grand corps puissant comme l'était ou paraissait l'être la France?

Si tout était compromis par deux combats, si toutes les forces vives du pays avaient été perdues en un jour, l'empire n'avait plus qu'à traiter et à demander la paix au vainqueur. Mais il sentait bien qu'avec une nation telle que la France, nul n'oserait s'avouer vaincu dès la première rencontre. Il fallait donc combattre. D'un autre côté, l'empire se défiait, je l'ai dit, je le répète et le redirai encore au courant de ce récit, l'empire se défiait de la nation. Il n'osait l'appeler franchement aux armes, de peur que ce peuple ne vint, après avoir combattu pour son indépendance, demander compte à l'empire de sa liberté.

Alors on temporisa, on attendit et on mentit. M. de Palikao organisait bien, il est vrai, des réformations de marche, et reformait une armée destinée à Mac-Mahon, mais, en même temps, il entretenait dans le pays une confiance funeste et il laissait au dépourvu des villes comme Verdun et des départements entiers. Les dépêches officielles de ces terribles journées d'août ont une éloquence sinistre et leur style laconique en dit plus long que les développements les plus complets sur l'abandon où se trouvait la France.

Strasbourg est près d'être investi, les Vosges doivent être défendues, et voici ce qu'écrivent presque en même temps les préfets du Bas-Rhin et des Vosges :

Préfet du Bas-Rhin à Intérieur. — Paris.

Strasbourg, le 11 août 1870, 9 h. 70 m. matin

Je manque d'argent pour faire soigner et nourrir nos blessés dans les villages où ils ont été recueillis. Pouvez-vous m'autoriser à faire traite de 80 ou 100,000 francs sur le trésorier général pour compte de mon comité départemental, et comme avance ou don au comité central présidé par l'impératrice?

Préfet Vosges à Intérieur. — Paris.

Épinal, le 12 août 1870, 8 h. 5 m. matin.

Nous avons à Épinal, depuis douze jours, 4,000 gardes mobiles sans armes, mal payés, qui deviennent une cause d'inquiétude pour la population. Le gouvernement ne craint-il pas que cet élément de forces régulières ne soit enlevé par un mouvement subit de l'ennemi? Plus un seul soldat dans les Vosges, si ce n'est le corps Mac-Mahon qui en traverse l'extrême nord. Pas argent à la recette générale.

Ainsi, — et non-seulement à Épinal et à Strasbourg, — pénurie absolue d'argent, d'armes, de vivres, d'équipements, d'objets de campement, d'artillerie, de café ou de riz. Tout manque à la fois. Et la France est envahie. Et un million d'Allemands s'y précipitent et y débordent. Et la bataille prochaine va, selon toute probabilité, se livrer à quelques lieues de Paris, à Châlons, sur ce véritable champ de bataille où le sang des Huns a coulé sous la framée de nos ancêtres.

Le corps de Mac-Mahon et le corps de Faily battent, en effet, en retraite sur Châlons, tandis que Frossard se replie sous le canon de Metz et va rejoindre Bazaine, en même temps que Ladmirault quitte Thionville. Ce mouvement de retraite fut fait avec un certain ensemble apparent.

« La garde, les 2^e, 3^e et 4^e corps descendent sur Metz, conservant jusqu'au dernier moment leur arrière-garde à Boulay.

« Le 1^{er} corps se replie sur Saverne où Mac-Mahon réunit ses régiments écrasés ; le 5^e, séparé de l'armée, se dirige vers Nancy.

« Mac-Mahon ne tarde pas à suivre la même direction. Tous deux ont pour but de couvrir la route qui mène à la vallée de la Marne et à Châlons.

« Mac-Mahon, épuisé, va jusqu'au camp. De Faily, dont une seule division a été partiellement engagée, s'arrête à Vitry-le-François.

« Canrobert s'est avancé de Châlons avec son 6^e corps, et, dépassant de Faily, il est allé rejoindre l'armée qui se concentre sous les murs de Metz. »

Voilà ce que nous apprenions, vers le milieu d'août, les journaux officiels et officieux. Mais la réalité était plus attristante que ne le donnaient à entendre les reporters bonapartistes. Frossard, après Forbach, avait, à marches forcées, gagné Puttrelange, semant derrière lui ses armes et ses bagages. Rien n'était plus triste que la vue de cette armée, si solide quelques jours auparavant, maintenant délabrée et harassée. Le matin du dimanche 7 août, en passant par Sarreguemines, elle traînait douloureusement ses bataillons écrasés. On apercevait dans les régiments décimés les vides affreux de la défaite. L'ennemi marchant derrière nos troupes, on abandonnait, pour ne point embarrasser la marche du corps en retraite, des caisses de biscuits, des voitures de grains, l'approvisionnement presque tout entier du 5^e corps (de Faily). Les conducteurs des voitures de réquisition emmenaient au galop leurs charrettes à travers les routes, fuyant l'approche des Allemands et emportant parfois des sacs d'avoine ou de blé sur leurs chariots. Ces lugubres cortèges de blessés, de soldats battus ou de réquisitionnaires effarés, traversaient des villages paisibles, étonnés et en fête, car c'était le jour de la première communion des enfants. C'était un spectacle inoubliable et navrant que celui de tant de misères, venant faire brusquement cesser tant de joie.

Pendant ce temps, Mac-Mahon se rabattait aussi, marchant en hâte vers Châlons. Il abandonnait cette ligne défensive des Vosges où il eût pu, au lieu de livrer bataille à Fröschwiller, attendre l'armée du Prince royal et lui disputer le passage, avec les renforts du corps Félix Douay et du corps de Faily,

La précipitation de cette retraite fut si grande qu'on négligea de faire sauter le tunnel de Saverne. Or, cet immense ouvrage étant détruit, l'armée prussienne rencontra sur sa route et dès ses premiers pas un obstacle considérable, et nous gagnions un temps précieux. Mais le vertige s'était emparé déjà des esprits et nul ne gardait son sang-froid dans nos états-majors. On laissait le tunnel intact et on ne songeait qu'à regagner le camp.

La marche hâtive et désordonnée des deux corps Mac-Mahon et de Faily s'effectua sur les directions suivantes :

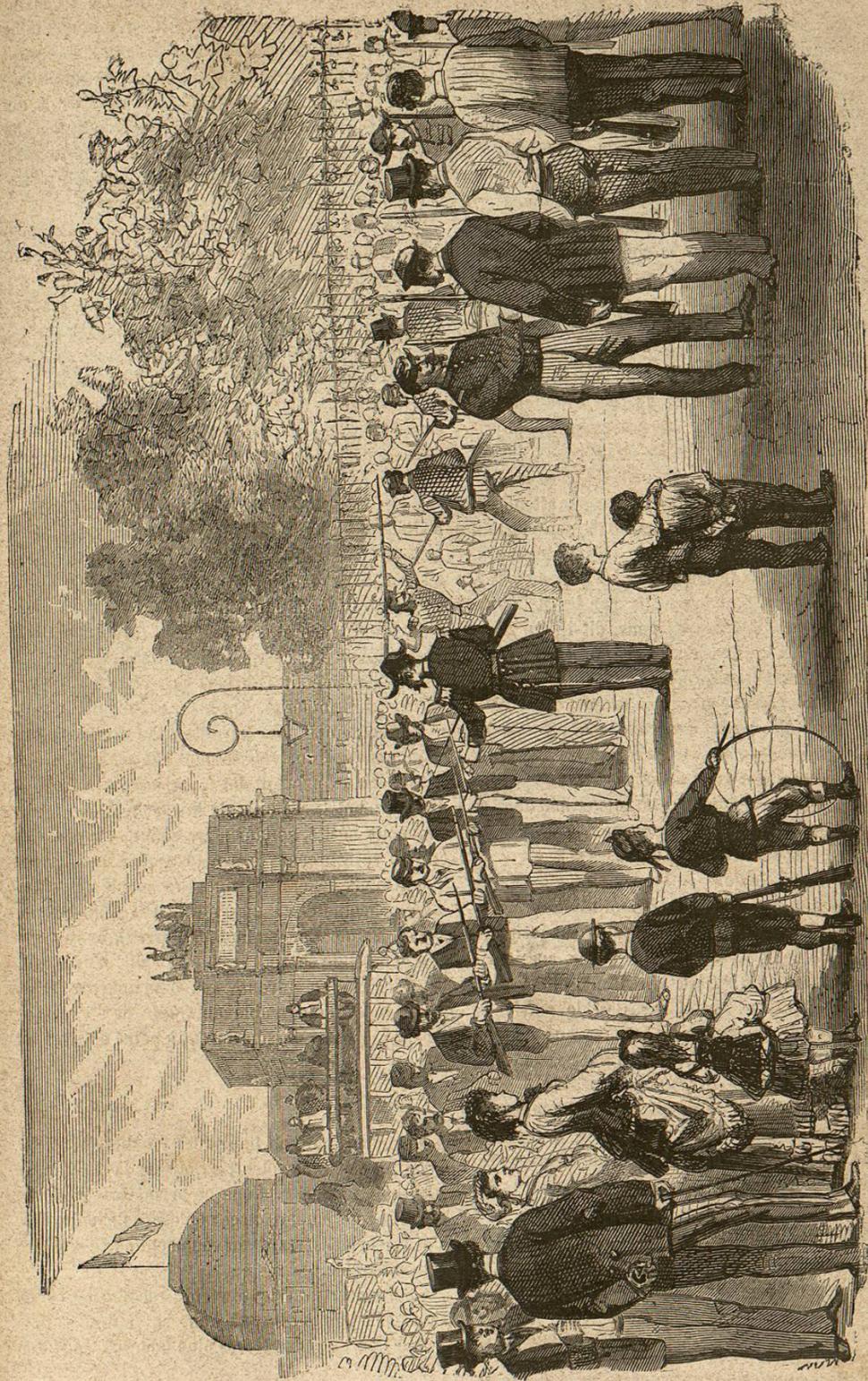
DATES.	1 ^{er} CORPS.	5 ^e CORPS.	OBSERVATIONS.
7 août.	Saverne.	La Petite-Pierre.	
8 —	Sarrebourg.	Lixheim.	
9 —	Blamont.	Sarrebourg.	
10 —	Lunéville.	Avricourt.	
11 —	Bayon.	Lunéville.	
12 —	Haroué.	Bayon.	
13 —	Vicherey.	Charmes.	
14 —	Neufchâteau.	Mirecourt.	Le 1 ^{er} corps s'embarque en chemin de fer.
15 —	»	Neufchâteau.	
16 —	Châlons.	Rimaucourt.	
17 —	Chaumont.	Le 5 ^e corps s'embarque en chemin de fer.
20 —	Châlons (1).	

Ainsi, le 20 août, les débris du corps de Mac-Mahon et le corps de Faily étaient réunis à Châlons. Mais dans quel état et après quelles journées de marche ! Jamais une armée française n'avait présenté un tel aspect de désordre et d'indiscipline. L'âme de la patrie semblait s'en être envolée avec la victoire. Ces fiers soldats, étonnés de la défaite, marchant sous la pluie, dans la boue, presque sans vivres, n'avaient plus que de l'amertume au cœur et des injures aux lèvres. Au moment de la retraite, un ordre inexplicable avait été donné aux soldats, l'ordre de déposer les sacs. On avait donc tout perdu, tout laissé. Plus d'abri contre l'eau du ciel, et comment faire maintenant la cuisine, comment vivre ? On vit des soldats décharger leurs chassepots sur des volailles, en traversant les villages, et, après la guerre, faire la chasse. Quel spectacle !

Un des témoins et des acteurs de cette dure retraite, le commandant David, d'un régiment de ligne, a laissé, dans un journal posthume, ses souvenirs et ses impressions pendant ces heures lugubres :

« A la sortie du long tunnel de Saverne, écrit-il, un spectacle déchirant s'offre à mes regards. A chaque pas nous rencontrons des charrettes, sur lesquelles de pauvres gens qui fuient l'ennemi,

(1) *Le Spectateur militaire*, page 121, tome 23.



PARIS PENDANT LA GUERRE. — La garde nationale faisant l'exercice dans la cour du Carrousel.